



FINANCES PUBLIQUES  
  
MÊME PLUS L'IMPÔT  
SUR LES OS

Syndicat National **Force Ouvrière**  
des Finances Publiques  
Section du Calvados

**PERMANENCE :**  
7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex  
3<sup>ème</sup> étage - Porte 318  
[fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr)  
**02.31.38.34.61**

Première Organisation Syndicale dans le Calvados

## LES SYNDICATS APPELLENT A LA MOBILISATION CONTRE LA FERMETURE DES TRESORERIES

Article "Le Pays d'auge" publié le 11/08/2019



De gauche à droite : Ludovic Piquot, secrétaire départemental Solidaires finances publiques, Pierre Mouraret, maire de Dives-sur-Mer, Gérard Gilbert, représentant CGT, Alain Devaux, secrétaire départemental CGT finances publiques et Bruno Gilbert, secrétaire départemental FO finances publiques.  
(©Le Pays d'Auge)

Lors d'une rencontre mardi 6 août 2019 à Dives-sur-Mer, le maire et les syndicats ont évoqué avec beaucoup d'inquiétude la fuite forcée des services des finances publiques.

Pour le maire de Dives-sur-Mer Pierre Mouraret et les représentants de l'intersyndicale départementale des finances publiques, l'heure est grave. Lors d'une rencontre mardi 6 août 2019 en mairie de Dives-sur-Mer (Calvados), ils ont évoqué avec inquiétude la fermeture des trésoreries dans le Calvados et le cas du centre de Cabourg/Dives-sur-Mer, qui doit fermer ses portes d'ici 2022.

Bruno Gilbert, secrétaire départemental FO finances publiques, rappelle :

« Il y a trois ans, la Direction des finances publiques a fermé la trésorerie de Dives pour la recentrer sur Cabourg. Ce qui nous avait été vendu à l'époque, c'est

qu'on allait créer une équipe plus étoffée, permettant de rendre un meilleur service public. Trois ans plus tard, il y a un grand mouvement national de suppression des finances publiques. L'État s'appuie désormais sur les Points Info 14, et supprime l'intégralité des trésoreries, partout sur le territoire français. Dans le Calvados, cela concerne 22 trésoreries. »

Dont celle de Cabourg, pour laquelle la municipalité avait pourtant effectué des travaux d'aménagement. « Ne subsisteront que cinq ou six services de gestion comptable dans le département, plus les services des impôts des particuliers et des entreprises en nombre restreint ».

### « DU CANADA DRY DE SERVICE PUBLIC »

Les agents de Cabourg devraient migrer à la trésorerie de Trouville, tout comme les usagers qui auront également la possibilité de s'orienter vers les Points Info 14 (à Dozulé et Merville-Franceville). Des substituts qui peinent à convaincre les syndicats, « ce sera au mieux des lieux avec des permanences ponctuelles, mais on n'a rien de précisé sur la nature des accueils, les obligations en termes de service, le nombre d'agents, leur qualification... » s'inquiète Alain Devaux, secrétaire départemental CGT finances publiques.

Les syndicats craignent notamment que les agents présents dans ces points d'information n'aient à brasser un trop grand nombre de services, « puisqu'ils regrouperont pas loin d'une vingtaine de services différents, la relation entre l'administration et l'utilisateur sera alors très différente ». Il y a déjà 37 Points info dans le Calvados.

C'est du Canada Dry de service public : ça y ressemble, mais ça n'en est pas. C'est un simulacre.

### « UNE SEULE SOLUTION : LE RETRAIT DU PROJET »


Autre conséquence de ce projet de suppression, pour les élus cette fois, le transfert de la mission des trésoreries vers les collectivités par la création d'agences comptables. En clair : le maire aura désormais la totale responsabilité de l'exactitude des comptes et des erreurs, à la place du trésorier actuellement.

Pierre Mouraret rappelle : "En France, la séparation entre l'ordonnateur et le payeur, c'est fondamental, cela permet de contrôler l'utilisation des fonds publics par les élus. Si on enlève le contrôle, l'élu fera ce qu'il voudra et sa responsabilité sera décuplée."

Pour l'intersyndicale, "chaque citoyen doit pouvoir prétendre à un service public de qualité, quel que soit l'endroit où il réside et le service auquel il fait appel". Pierre Mouraret lance "un cri d'alarme en direction des maires et des élus du territoire. Il est temps de réagir et de dire stop, il faut passer par l'action". Les syndicats appellent à une mobilisation massive à partir du 16 septembre, associant citoyens et élus, afin de faire reculer le Ministre et le Gouvernement sur ce projet dévastateur et néfaste pour l'ensemble de la population.

**"IL N'Y A PAS DE NEGOCIATION POSSIBLE, LA SEULE SOLUTION, C'EST LE RETRAIT."**

**RÉVOLTE** DANGERS  
LIQUIDATION **TOXIQUE**  
**MAILLAGE TERRITORIAL**

FINANCES PUBLIQUES  
  
MÊME PLUS L'IMPÔT  
**SUR LES OS**

MOYENS **URGENCE**  
ACTIONS CARRIÈRES  
RÉMUNÉRATIONS  
**EMPLOIS** MISSIONS  
**TOUS CONCERNÉS**

**LE SERVICE PUBLIC  
C'EST PLUS  
QU'UN CLIC!** 

FINANCES PUBLIQUES  
  
MÊME PLUS L'IMPÔT  
**SUR LES OS**

**RETRAIT DES PLANS DARMANIN ET DUSSOPT !**